



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2002/37
18 février 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-huitième session
Point 9 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS
FONDAMENTALES, OÙ QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE

Rapport du Haut-Commissaire aux droits de l'homme, présenté en application
de la résolution 2001/20 de la Commission des droits de l'homme

Situation des droits de l'homme en Sierra Leone

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 2	3
II. SITUATION DES DROITS DE L'HOMME	3 - 44	3
A. Rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité et de la Haut-Commissaire à l'Assemblée générale	3 - 10	3
B. Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires	11 - 18	5
C. Réfugiés et personnes déplacées.....	19 - 26	7
D. Les enfants et le conflit armé.....	27 - 31	9
E. Droits des femmes	32 - 38	10
F. Personnes détenues dans le cadre de l'état d'exception	39 - 43	12
G. Liberté de la presse	44	14
III. ACTIVITÉS DE L'ONU DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME	45 - 78	14
A. La MINUSIL et sa Section des droits de l'homme	45 - 49	14
B. Activités sur le terrain.....	50 - 53	16
C. Formation.....	54 - 58	17
D. Formation et processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion.....	59	18
E. Activités de renforcement des capacités et de plaidoyer.....	60 - 62	18
F. Publications.....	63 - 64	18
G. Conférence mondiale contre le racisme.....	65	19
H. Création de la Commission vérité et réconciliation.....	66 - 77	19
I. Le Tribunal spécial	78	23
IV. CONCLUSIONS.....	79 - 80	23

I. INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 2001/20, la Commission des droits de l'homme a prié la Haut-Commissaire aux droits de l'homme de rendre compte à l'Assemblée générale, à sa cinquante-sixième session, et à la Commission, à sa cinquante-huitième session, de la situation des droits de l'homme en Sierra Leone, en se référant notamment aux rapports de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL).

2. Le Conseil de sécurité, dans sa résolution 1370 (2001) du 18 septembre 2001, a prorogé le mandat de la MINUSIL pour une période de six mois commençant le 30 septembre 2001 et s'est entre autres choses déclaré toujours profondément préoccupé par les informations faisant état de violations des droits de l'homme et d'attaques commises contre la population civile par le Front révolutionnaire unifié (RUF), les Forces de défense civile (FDC) et les autres groupes et les particuliers armés, notamment les violations généralisées des droits fondamentaux des femmes et des enfants, en particulier les violences sexuelles, et en exige la cessation immédiate.

II. SITUATION DES DROITS DE L'HOMME

A. Rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité et de la Haut-Commissaire à l'Assemblée générale

3. Depuis que la Haut-Commissaire a présenté à la Commission des droits de l'homme son rapport précédent sur la situation des droits de l'homme en Sierra Leone (E/CN.4/2001/35), en février 2001, la situation globale des droits de l'homme a connu une amélioration, liée à l'évolution du processus de paix, à la reprise du désarmement, au déploiement progressif de la MINUSIL dans l'ensemble du pays, au rétablissement progressif de l'autorité gouvernementale et au fait que les pouvoirs publics et les forces rebelles se sont montrés de plus en plus sensibles aux problèmes des droits de l'homme.

4. Le Gouvernement de la Sierra Leone a montré qu'il était de plus en plus résolu à protéger les droits de l'homme en ratifiant la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants le 25 avril 2001. Le Parlement a ratifié les protocoles facultatifs se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés et la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants le 21 août 2001. Le Gouvernement a également invité la Rapporteuse spéciale chargée de la question de la violence contre les femmes à se rendre dans le pays au mois d'août.

5. Dans son dernier rapport à l'Assemblée générale (A/56/281), daté de juillet 2001, la Haut-Commissaire a mis en relief les progrès réalisés dans le cadre du processus de paix et leur effet positif sur l'accomplissement du mandat de la MINUSIL dans le domaine des droits de l'homme. Depuis que la Haut-Commissaire a soumis son rapport à l'Assemblée générale, le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité les rapports suivants: S/2001/857 du 7 septembre 2001, S/2001/857/Add.1 du 10 septembre 2001, S/2001/1195 du 13 décembre 2001

et S/2001/1195/Add.1 du 10 janvier 2002¹. Dans son douzième rapport sur la MINUSIL (S/2001/1195), le Secrétaire général a pris acte du fait que la mise en œuvre du processus de paix continuait à progresser, en particulier pour ce qui est du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration. Il a noté que le désarmement était achevé dans 10 des 12 districts du pays, notamment dans le district producteur de diamants de Kono et celui de Bonthe. Ces éléments nouveaux, avec le déploiement de la MINUSIL dans tous les districts du pays et l'extension progressive de l'autorité de l'État, ont à leur tour élargi les possibilités d'observer le respect des droits de l'homme et de dispenser une formation et un enseignement sur les questions touchant la vérité, la paix, la justice, la réparation et la réconciliation.

6. Le mois de mai 2001 a été décisif dans les efforts en cours pour parvenir à une solution pacifique du conflit en Sierra Leone. Le processus de désarmement a été relancé le 18 mai par la mise en place du Comité mixte du programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion, à la suite de l'examen de l'application de l'Accord de cessez-le-feu signé à Abuja le 10 novembre 2000 (S/2000/1091, annexe).

7. Depuis la mise en place du Comité conjoint sur le désarmement, la démobilisation et la réinsertion, des réunions tripartites ont continué à se tenir régulièrement entre le Gouvernement sierra-léonais, le Front révolutionnaire uni (RUF) et la MINUSIL. Ces réunions ont permis aux deux parties au conflit de prendre des initiatives importantes pour instaurer la confiance, qui ont eu des répercussions favorables sur la situation des droits de l'homme. Par exemple, conformément à l'engagement qu'ils avaient pris de libérer les enfants soldats et les enfants captifs, entre mai 2001 et novembre 2001, le RUF a remis plus de 2 080 enfants et les Forces de défense civile (FDC) en a remis 1 524. Depuis juillet 2001, le Gouvernement a libéré plusieurs groupes de prisonniers du RUF, notamment deux anciens ministres membres du Cabinet. Le Gouvernement a également pris des initiatives pour faciliter les visites de spécialistes des droits de l'homme dans les prisons centrales et régionales.

8. Sur le front politique, le RUF s'est tourné de plus en plus vers des solutions politiques négociées pour atteindre ses objectifs et les deux camps se sont montrés disposés à faire des compromis. Le Gouvernement a permis de faciliter la transformation du RUF en parti politique en l'aidant entre autres à se procurer des bureaux à Freetown, à Bo et à Makeni. Le RUF est moins intransigeant dans son opposition à la prorogation du mandat du Gouvernement pour six mois et insiste moins pour exiger, aux côtés de certains groupes de la société civile, la mise en place d'un gouvernement provisoire d'unité nationale pour diriger le pays jusqu'aux prochaines élections.

9. En septembre 2001, le Parlement a approuvé la prorogation de l'état d'urgence ainsi que celle du mandat du Gouvernement et du Parlement pour une période de six mois, reportant ainsi

¹ Dans l'intervalle qui s'est écoulé entre la présentation des rapports de la Haut-Commissaire à la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/2001/35 du 1^{er} février 2001) et à l'Assemblée générale (A/56/281 de juillet 2001), le Secrétaire général a présenté deux rapports sur la MINUSIL au Conseil de sécurité (S/2001/228 du 14 mars 2001 et S/2001/627 du 25 juin 2001). Le Secrétaire général a également présenté un rapport (S/2001/513 du 23 mai 2001) sur la situation des réfugiés et des personnes déplacées conformément au paragraphe 9 de la résolution 1346 (2001).

à mai 2002 les élections législatives et présidentielles. La Commission électorale nationale a achevé les formalités préélectorales et présenté un projet de loi électorale au Parlement. Vingt-deux partis politiques ont demandé leur enregistrement et plusieurs ont commencé à former des alliances. Le 18 janvier 2002, le Gouvernement sierra-léonais a officiellement levé le couvre-feu, dans la perspective de la campagne électorale.

10. Du 13 au 15 novembre, une Conférence consultative nationale s'est réunie à Freetown pour examiner les principaux problèmes ayant trait aux élections. La Conférence, à laquelle participaient des représentants du Gouvernement, de groupes de la société civile et de tous les partis politiques, y compris le RUF, a adopté 25 résolutions par consensus: elle a notamment approuvé la date du 14 mai 2002 pour les élections, adopté un système représentatif par district, levé l'état d'urgence pour le déroulement de la campagne électorale et stipulé que les partis politiques devaient présenter au moins 30 % de femmes parmi leurs candidats dans chaque district.

B. Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires

11. Bien que le cessez-le-feu ait été maintenu en vigueur, il y a eu un certain nombre d'infractions impliquant des attaques contre la population civile. Les enquêtes menées par la Section des droits de l'homme de la MINUSIL montrent qu'il ne s'agissait pas d'abus systématiques mais que ceux-ci n'en ont pas moins constitué des violations sérieuses des droits de l'homme et de graves infractions au droit humanitaire international.

12. Le 17 juin 2001, des éléments armés des Forces de défense civile (FDC) ont attaqué le village de Yaraia, dans le district de Koinadugu. Il ressort de l'enquête menée par la MINUSIL que cette attaque a fait au moins 24 morts chez les civils, dont 18 femmes et 2 enfants, et 15 blessés, dont 8 enfants au moins. Il y aurait également eu, selon certaines sources, 66 maisons incendiées et des pillages imputables aux agresseurs. Cette attaque semblait faire partie d'une série d'opérations menées par la FDC contre des positions du RUF dans plusieurs villages des districts de Kono et de Koinadugu. Le 19 juillet 2001, à titre de représailles, semble-t-il, le RUF a lancé une attaque contre le village de Henekuna, à la frontière entre Koinadugu et Kono, au cours de laquelle environ 19 civils ont été tués, 5 femmes ou fillettes enlevées et au moins 25 maisons incendiées. Selon les enquêtes menées par les observateurs des droits de l'homme de la MINUSIL, il y aurait eu de vastes offensives et contre-offensives menées à tour de rôle par le RUF et la FDC dans plusieurs villages des districts de Kono et Koinadugu, situés dans le nord du pays. Le 27 juillet 2001, au cours d'une mission d'enquête dans le village de Henekuna, les observateurs des droits de l'homme de la MINUSIL ont dénombré 10 cadavres, qui étaient ceux de cinq enfants, quatre femmes et un homme adulte. Ils ont vu cinq corps en décomposition, qui étaient vraisemblablement ceux de deux femmes, de deux enfants et d'un homme dans la véranda d'une maison incendiée. Des restes des squelettes de deux autres victimes, probablement des enfants, se trouvaient respectivement devant et derrière deux maisons incendiées. Dans la brousse toute proche, il y avait les corps de trois autres victimes, qui pouvaient être ceux de deux femmes et d'un enfant. Quelques cartouches vides ont également été retrouvées sur les lieux de l'incident. La proportion élevée de femmes et d'enfants parmi les victimes de ces attaques est une source de vive préoccupation et souligne la nécessité d'assurer la protection des civils dans un conflit.

13. Les observateurs des droits de l'homme de la MINUSIL ont également enquêté sur les attaques visant la population civile du village de Seria, dans le district de Koinadugu, qui aurait été attaqué par le RUF le 20 août 2001. Selon les récits des témoins, les membres du RUF ont capturé 13 hommes environ, les ont passés à tabac et les ont tailladés à coups de couteau. L'un d'entre eux a été abattu après avoir été roué de coups et un autre est décédé plus tard des suites de ses blessures. Les rebelles auraient également mis le village à sac et incendié la plupart des maisons.

14. Ces violations des droits de l'homme ainsi que d'autres accrochages qui auraient éclaté entre les deux factions opposées ne semblent pas cadrer avec le schéma général d'amélioration de la situation des droits de l'homme observé pendant la plus grande partie de l'année 2001. Les attaques sauvages dirigées contre la population civile semblent certes moins répandues, mais la question des violations des droits de l'homme et des infractions graves au droit international humanitaire commises dans le passé revêt une plus grande importance du fait que des zones jusqu'ici inaccessibles sont en train de s'ouvrir, ce qui permet d'y déployer des missions d'évaluation de la situation des droits de l'homme.

15. En octobre et novembre 2001, la MINUSIL a reçu des informations concernant plusieurs fosses communes trouvées dans des villages des chefferies de Masimera et Maforki, dans le district de Port Loko. À la fin du mois de novembre, la Section des droits de l'homme de la MINUSIL, en collaboration avec la police civile de la MINUSIL, a fait une première série de visites dans les villages de Taindicome et Nonkoba, chefferie de Masimera, afin d'inspecter les fosses communes qui auraient été retrouvées dans cette région. Ces visites avaient pour but à la fois de procéder à une évaluation préliminaire des allégations et d'explorer les possibilités de préserver les sépultures. Les observateurs des droits de l'homme ont réussi à identifier et à interroger des témoins du massacre qui aurait eu lieu en 1999 dans le village de Taindicome. Ils se sont également rendus sur les lieux où se trouvaient les sépultures en question et ont pris des photos des témoins et fait un enregistrement vidéo des témoignages.

16. Les visites effectuées sur les emplacements signalés comme étant ceux des sépultures ont confirmé les allégations des témoins selon lesquelles certaines d'entre elles contenaient des restes humains, puisque des crânes humains affleuraient à la surface du sol dans certains cas. Les villageois ont pu localiser l'endroit précis où se trouvaient certains des corps mais les allégations selon lesquelles telle ou telle personne était enterrée dans au moins l'une des tombes ne pouvaient être vérifiées sans expertise médico-légale. Les villageois n'ont pas pu non plus confirmer le nombre des corps enterrés dans chaque sépulture.

17. Les témoins ont donné la description suivante des événements ayant précédé le massacre en question. Le 28 avril 1999, un groupe armé comprenant des combattants du Conseil révolutionnaire des forces armées (CRFA) et du RUF, chassés des monts Occra par les soldats du Groupe de contrôle de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (ECOMOG), a attaqué le village de Taindicome. La majorité des villageois ont été faits prisonniers et regroupés avec une cinquantaine d'autres civils qui avaient apparemment été capturés dans d'autres villages. Une semaine environ après l'attaque et l'occupation de Taindicome, 47 habitants de ce village et une cinquantaine d'autres personnes capturées ailleurs ont été tués. Plusieurs témoins oculaires ont raconté que les victimes ont été battues à mort, surtout frappées à la tête à coups de machette, de sarcloir et de bâton. Selon les témoins, les victimes ont été enterrées en différents endroits par les agresseurs qui exécutaient les ordres

de l'un de leurs commandants. Toujours selon les témoins, le viol, la torture et le travail forcé étaient des pratiques courantes pendant la période de l'occupation et lorsque la majorité des survivants ont été obligés de se rendre à Lunsar avec les agresseurs pour fuir les offensives des FDC (Forces de défense civile).

18. La MINUSIL, en consultation avec le Gouvernement sierra-léonais, s'est mise en devoir d'élaborer une méthode et des protocoles appropriés pour préserver les sépultures. À la demande de la MINUSIL, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a pris contact avec une équipe de médecins légistes afin que ceux-ci procèdent à un examen médico-légal préliminaire des sépultures.

C. Réfugiés et personnes déplacées

19. Concernant les personnes déplacées et les réfugiés en Sierra Leone, la situation a considérablement changé avec le nouveau climat politique qui règne dans le pays. Le Conseil de sécurité a manifesté un grand intérêt pour cette question. Dans la résolution 1346 (2001) du 30 mars 2001, il a demandé au Secrétaire général de lui présenter ses vues sur la manière de faire progresser la question des réfugiés et des personnes déplacées, y compris leur retour, ce que le Secrétaire général a fait dans son rapport du 23 mai 2001 (S/2001/513). Dans sa résolution 1370 (2001) du 18 septembre 2001, le Conseil de sécurité a demandé une mise à jour de ce rapport. Au moment de la soumission du présent rapport, cette mise à jour est toujours attendue. Le deuxième trimestre de l'année a été marqué par un recul des combats entre les factions ennemies et la volonté de la part du RUF de permettre un déploiement de la MINUSIL dans le pays. L'amélioration de la situation sur le plan de la sécurité a eu un effet presque immédiat et s'est traduite par un afflux de réfugiés sierra-léonais qui rentraient de Guinée et, dans une moindre mesure, du Libéria. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, en coordination avec le Gouvernement sierra-léonais, est venu en aide aux réfugiés qui rentraient de leur plein gré. En mars 2001, selon le HCR, 2 000 à 2 500 réfugiés rentraient en Sierra Leone par semaine.

20. De nombreux réfugiés qui rentraient de Guinée ont fait les mêmes récits d'abus subis lorsqu'ils étaient aux mains des forces armées guinéennes et des milices locales. Les réfugiés qui venaient d'arriver ont fait des récits de brutalité, de pillages et de viols. Le RUF a démenti les allégations faites par certains réfugiés qui ont dit avoir également été harcelés par le RUF alors qu'ils franchissaient la frontière pour rentrer en Sierra Leone. La situation en Guinée était si complexe qu'il était difficile d'offrir une protection et une assistance adéquates aux réfugiés restés là-bas. Une fois arrivés en Sierra Leone, les réfugiés ont été classés comme rapatriés et conduits par le HCR dans des centres de transit où ils sont restés jusqu'à leur réinstallation.

21. La situation des réfugiés sierra-léonais en Guinée s'est aggravée en avril et mai 2001, lorsque l'armée guinéenne a lancé une campagne militaire pour débarrasser le pays des partisans du RUF et des personnes soupçonnées de sympathie pour le RUF, qui auraient utilisé les camps de réfugiés en s'y cachant pour lancer des attaques contre le pays d'accueil. Cela a provoqué une crise parmi les réfugiés se trouvant au long de la frontière, dans le district de Kambia, et environ 30 000 personnes ont alors été déplacées. La plupart d'entre elles ont été installées dans des camps pour personnes déplacées situés dans le sud et l'ouest du pays. En décembre 2001, la situation s'étant améliorée sur le plan de la sécurité grâce à l'achèvement de la démobilisation, au déploiement de l'armée sierra-léonaise, à la présence d'observateurs militaires et au

rétablissement de l'autorité de l'État, il s'est créé une nouvelle dynamique favorable à la situation des personnes déplacées et des rapatriés. Certaines personnes déplacées ont commencé à rentrer chez elles. Au moment de la rédaction du présent rapport, en décembre 2001, le HCR s'apprêtait à aider environ 7 500 Sierra-Léonais, anciens réfugiés en Guinée, à rentrer chez eux, dans le district de Kambia. Ce serait la première fois que des réfugiés reçoivent l'aide du HCR pour retrouver leur foyer d'origine depuis le début du conflit armé, il y a plus de 10 ans. Les rapatriés en question sont en réalité revenus de Forecariah, en Guinée jusqu'en Sierra Leone à la fin de l'année 2000. Mais ils n'ont pas pu rentrer chez eux immédiatement et ont été pris en charge dans le cadre de programmes d'installation temporaire bénéficiant de l'aide du HCR dans des communautés de la région de Lungi, au nord de Freetown.

22. Les statistiques récentes du HCR montrent qu'il a aidé 59 826 rapatriés de la sous-région à rentrer en Sierra Leone depuis le début de l'année 2000. Le HCR a également fourni une aide à des rapatriés dans la région de rapatriement en mettant en place plusieurs projets dans les communautés, tels que dispensaires, écoles, distribution d'eau et égouts, marchés et projets de soutien à l'administration locale. Le HCR a également apporté son appui à la distribution de plants et semis et d'outils, ainsi qu'à des programmes de microcrédit destinés à aider les rapatriés à se réinstaller.

23. En association avec plusieurs organisations nationales et internationales, la Commission nationale pour la réinstallation, la réhabilitation et la reconstruction a commencé à mettre en œuvre la première phase du programme de réinstallation des personnes déplacées dans des zones déclarées sûres par les pouvoirs publics. Il y avait eu au préalable une série de missions d'évaluation dans lesdites zones visant à déterminer si elles convenaient pour la réinstallation. Le processus a commencé dans le district de Port Loko avec la distribution de colis de réinstallation à 1 705 familles représentant au total 12 379 personnes. À la fin du mois de mai 2001, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) avait conduit 7 000 personnes déplacées et enregistrées en tant que telles dans de nouvelles zones d'installation. Au mois de juin 2001, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) estimait que le nombre des personnes déplacées qui avaient été réinstallées dans des zones sûres s'élevait au total à 40 498, dont 4 543 étaient des personnes déplacées provenant de la zone occidentale qui s'étaient fait enregistrer pour la deuxième phase de réinstallation.

24. La situation sur le plan de la sécurité s'étant améliorée dans diverses régions du pays, de nombreuses personnes déplacées ont exprimé le souhait de rentrer dans leur région d'origine. Sur les 149 chefferies que compte le pays, 76 ont été déclarées sûres. La Commission nationale pour la réinstallation, la réhabilitation et la reconstruction a continué, avec d'autres organisations humanitaires, à effectuer des missions d'évaluation dans ces nouvelles zones, et à faire rapport, dans le cadre des comités d'évaluation des districts, sur la faisabilité de la réinstallation dans de nouvelles régions. Toutefois, le processus de réinstallation des personnes déplacées se heurte à des obstacles considérables. Par exemple, une mission d'évaluation dans le district de Kono a appelé l'attention sur la gravité des destructions causées par le conflit, et sur l'absence presque totale d'infrastructures de base, d'activités économiques, de services publics et d'autorités civiles. Néanmoins, les personnes déplacées continuent à rentrer, parfois dans le cadre d'un rapatriement librement consenti. La Commission nationale a estimé qu'en mai 2001, le rythme des retours à Kambia était d'environ 100 personnes par jour.

25. Compte tenu de l'amélioration de la situation dans le pays, la Commission nationale pour la réinstallation, la réhabilitation et la reconstruction ainsi que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) ont mis au point récemment un programme de revérification des camps de transit pour personnes déplacées et pour rapatriés dans la zone occidentale, et ont l'intention de répéter cet exercice dans d'autres régions du pays. Certains des petits camps de transit pour personnes déplacées et pour rapatriés seront supprimés à mesure que le nombre des personnes concernées s'amenuise. L'assistance sera concentrée sur la remise en état des services communautaires plutôt que sur les secours d'urgence à l'intérieur des camps. La consolidation de certains de ces camps dans la zone occidentale devrait commencer au début de l'année 2002.

26. Malgré l'accélération du rythme des retours due aux progrès enregistrés dans la mise en œuvre du processus de paix, les personnes déplacées et les réfugiés représentent encore des effectifs considérables. En novembre 2001, on estimait à 247 000 le nombre total de personnes déplacées se trouvant dans des camps et dans des communautés d'accueil, dont 126 959 résidaient dans des camps pour personnes déplacées officiellement reconnus. Le HCR évalue à 510 000 environ le nombre des réfugiés sierra-léonais qui sont encore déplacés dans la sous-région, 200 000 d'entre eux se trouvant en Guinée et au Libéria, pays limitrophes de la Sierra Leone.

D. Les enfants et le conflit armé

27. Tout au long du conflit qui a sévi en Sierra Leone pendant 10 ans, les enfants ont été victimes de toutes sortes d'abus physiques, mentaux et sexuels, qui vont de la séparation d'avec leurs parents, du déplacement, de l'enlèvement et de l'abus de drogues au recrutement forcé, à l'utilisation en tant que combattants et au viol. Les progrès réalisés dans le cadre du processus de paix et l'adhésion des parties concernées au programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion ont abouti, depuis le début de 2001, au désarmement et à la démobilisation de 3 834 enfants, dont 241 jeunes filles. Tous les anciens enfants soldats et enfants séparés, libérés essentiellement par le RUF (2 190) et les FDC (1 623), qui se sont inscrits au programme au cours de cette période, ont été remis à des organismes de protection de l'enfance bénéficiant du soutien du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), à des fins de réadaptation et de réinsertion.

28. Le 25 octobre 2001, la MINUSIL a participé, à Makeni, à la réunification avec leurs familles d'enfants séparés et d'anciens enfants soldats originaires du district de Bombali. Au cours d'une cérémonie présidée par le Représentant spécial du Secrétaire général, 95 enfants, dont trois fillettes, qui avaient été confiés à Caritas Makeni après leur libération par le RUF ou d'autres forces belligérantes, ont retrouvé leur famille.

29. En collaboration avec l'UNICEF et d'autres organismes de protection de l'enfance, la MINUSIL a continué à faire part de sa préoccupation quant au faible pourcentage de filles relâchées jusqu'à présent par les forces belligérantes. Cette situation pourrait être due au fait que bon nombre de filles enlevées par les différents groupes de combattants ont non seulement été utilisées comme combattantes mais ont aussi été forcées à consentir des faveurs sexuelles ou prises comme «épouses» par des combattants contre leur volonté.

30. Toutes les mesures nécessaires sont prises pour veiller à ce que les processus de réconciliation, de reddition de comptes et de réinsertion mis en place sous les auspices de l'ONU

soient adaptés aux besoins particuliers des enfants. À cet égard, le discours prononcé le 21 novembre 2001 par un ancien enfant soldat de la Sierra Leone âgé de 14 ans devant le Conseil de sécurité, au moment où celui-ci examinait la question des enfants et du conflit armé, a constitué un précédent important. Cet ancien soldat a expliqué au Conseil comment il avait été enlevé dans son village par le RUF en 1997 et forcé à tuer ou à démembrer des gens, à brûler des maisons et à détruire des biens. Il a aussi évoqué le combat qu'il menait pour sa réinsertion dans la société. C'était la première fois qu'un enfant s'adressait au Conseil de sécurité.

31. La question des enfants a fait l'objet, à juste titre, d'une attention particulière lors des préparatifs pour la mise en place de la Commission vérité et réconciliation. Du 4 au 6 juin 2001, l'UNICEF, en collaboration avec la MINUSIL et le Forum national pour les droits de l'homme, a tenu une réunion d'experts à Freetown. L'objet de cette réunion était de définir le cadre dans lequel devaient s'organiser la participation et la protection des enfants dans le contexte de la mise en place de la Commission vérité et réconciliation. Les experts nationaux et internationaux qui ont participé à la réunion ont étudié l'ampleur des effets du conflit armé en Sierra Leone sur les enfants et se sont demandé comment la Commission vérité et réconciliation pourrait traiter la question des enfants ayant commis des exactions. Les experts ont notamment recommandé que la Commission soit guidée, dans ses travaux consacrés aux enfants, par les principes de protection inscrits dans les instruments internationaux. Ils ont également recommandé que la protection des enfants soit assurée tout au long des travaux de la Commission, notamment en leur garantissant la confidentialité et l'anonymat durant le processus, et que les enfants soient autorisés à participer, s'ils le souhaitent, aux travaux de la Commission. La réunion technique a souligné la nécessité de collaborer avec les organismes de protection de l'enfance actifs en Sierra Leone, afin de veiller à ce que la Commission vérité et réconciliation poursuive le processus de réinsertion et de rapprochement en cours. La réunion a aussi recommandé d'accorder une attention particulière à la situation des filles, notamment pour tout ce qui a trait aux violences fondées sur le sexe commises pendant le conflit.

E. Droits des femmes

32. L'ampleur des violences sexuelles qui ont caractérisé le conflit en Sierra Leone commence à peine à être connue au fur et à mesure de la diffusion dans le public des rapports des recherches scientifiques réalisées à ce sujet et de l'ouverture de certaines régions du pays jusque-là inaccessibles. Un rapport récent coparrainé par la MINUSIL et une ONG internationale et destiné à déterminer la fréquence et l'impact des violences sexuelles pendant le conflit donne une idée très claire d'un phénomène qui avait été jusqu'à présent sous-estimé. Au cours de l'enquête, on a interrogé 733 femmes, choisies au hasard, dont 143 (19,5 %) filles âgées de 6 à 17 ans. Sur l'ensemble de l'échantillon, 72,9 % et 52,3 % des femmes ont déclaré avoir été victimes, respectivement, de violations des droits de l'homme et de violences sexuelles; 47,1 % et 26,1 % ont été victimes, respectivement, de viols et de viols collectifs. Sur l'ensemble des femmes interrogées, 41,7 % environ ont été victimes d'enlèvement et 3,4 % ont été forcées d'épouser leur ravisseur. On estime qu'environ 50 à 60 000 femmes déplacées à l'intérieur du pays ont été victimes de viol.

33. Ces conclusions vont dans le même sens que celles d'un projet de collecte de données, sur les violences sexuelles dans le cadre de la guerre mené par l'organisation américaine Physicians for Human Rights et par un expert sierra-léonais des questions concernant les femmes, avec l'aide du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et de la MINUSIL. L'enquête a montré de

façon saisissante que 94 % des 991 ménages sélectionnés de façon aléatoire ont déclaré qu'au moins un de leurs membres avait été victime de sévices. La plus grande partie de ces sévices ont été commis entre 1997 et 1999 et la majorité des auteurs identifiés appartenait au RUF. Le rapport détaillé de ce projet sera publié sous peu. Il décrit un type de violences et de sévices contre les femmes inquiétant et dont l'ampleur est sous-évaluée et sera probablement un outil important de sensibilisation à cette question importante.

34. À l'invitation du Gouvernement sierra-léonais, la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes a effectué une mission d'enquête en Sierra Leone du 21 au 29 août 2001. Au cours de sa mission, elle s'est rendue à Freetown, à Kenema, à Bo et à Makeni. Elle a rencontré des membres importants du Gouvernement, le haut commandement du RUF, des fonctionnaires de la MINUSIL, des représentants de plusieurs groupes de femmes et des membres de la communauté diplomatique. Elle a recueilli un grand nombre de témoignages, dont 100 témoignages écrits émanant de femmes victimes de violences sexuelles liées à la guerre.

35. À la fin de sa visite, la Rapporteuse spéciale a donné une conférence de presse, au cours de laquelle elle a confirmé ce que l'on savait déjà sur la caractéristique principale du conflit de la Sierra Leone, à savoir le recours systématique et répandu au viol et aux violences sexuelles contre les femmes de tous âges, y compris de très jeunes filles, les viols individuels et collectifs, les violences sexuelles à l'aide d'objets et l'esclavage sexuel. D'une façon générale, les femmes ont été enlevées, violées et assassinées ou forcées à épouser leur ravisseur. Bon nombre des jeunes filles relâchées par la suite étaient enceintes, mères allaitantes ou atteintes par des maladies sexuellement transmissibles. Des fillettes de 4 ans à peine ont été enlevées et violées. La Rapporteuse spéciale a aussi exprimé sa préoccupation en ce qui concerne les obligations du pays au titre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et a condamné, entre autres choses, les pratiques traditionnelles nocives pour les femmes, dont les mutilations génitales, et les lois discriminatoires relatives à l'héritage. La Rapporteuse spéciale a recommandé que soient prises en compte les expériences vécues par les femmes au cours de la guerre et leurs besoins à l'issue du conflit dans le cadre de la formulation et de la mise en œuvre des politiques concernant le processus de démobilisation, de désarmement et de réinsertion. Elle a aussi recommandé que les conditions nécessaires soient mises en place dans le cadre de ce processus pour que les femmes et les filles victimes de mariage forcé ou d'autre type de relation imposée puissent quitter, si elles le souhaitent, les combattants démobilisés. Elle a appelé l'attention sur les besoins particuliers de ces femmes et des personnes faisant partie de la suite des combattants, qu'il fallait prendre en compte dans le cadre d'un processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion. Le rapport détaillé de la mission d'enquête figure dans un additif au rapport de la Rapporteuse spéciale à la cinquante-huitième Commission des droits de l'homme (E/CN.4/2002/83/Add.2).

36. Des groupes de la société civile et des organisations non gouvernementales ont joué un rôle important pour ce qui est d'informer la Rapporteuse spéciale sur la situation des femmes en Sierra Leone. Une série de projets de recherche a permis de disposer d'une grande quantité de renseignements sur le sort des femmes dans le pays. Selon certaines des conclusions de ces projets, cette guerre civile de 10 ans a eu des effets dévastateurs sur plus de 80 % de la population féminine. La guerre est à l'origine d'un exode rural massif. Les femmes, dont un grand nombre étaient devenues chefs de famille, ont été obligées de vivre dans des camps alors qu'elles étaient quasiment dépourvues des ressources économiques requises pour pourvoir aux

besoins de leur famille. Les problèmes qui ont des conséquences négatives sur la santé des femmes sont nombreux et vont de la malnutrition aux infirmités liées à la maternité. Des femmes meurent de complications: hémorragies, anémies, dystocies et avortements légaux.

Les mutilations génitales et les mariages polygames font courir aux femmes un risque accru d'infection, notamment par le VIH/sida. Les filles sont moins nombreuses à être inscrites dans les établissements d'éducation que les garçons (24 % contre 43 %) et l'on constate un taux d'abandon scolaire plus élevé chez les filles. Plus de 90 % des femmes travaillent dans le secteur informel et n'ont pas accès à la propriété des terres. Elles sont victimes de discrimination dans le commerce et dans le milieu des petites entreprises et ont peu de possibilités d'accès au crédit, à la formation, à l'information et aux technologies. L'une des caractéristiques les plus préoccupantes de la guerre civile réside dans l'incidence des violences commises de manière spécifique à l'encontre des femmes.

37. Dans le contexte du processus de désarmement qui a eu lieu dans les districts septentrionaux de Bombali et Tonkolili au cours des mois d'octobre et de novembre 2001, des spécialistes des droits de l'homme ont procédé à plus de 100 entretiens avec des anciennes combattantes et avec des femmes qui avaient été enlevées par le RUF, que l'on qualifie habituellement de «femmes de combattants». Cette série d'entretiens avait pour objet d'évaluer la situation des femmes et, dans certains cas, des conseils et une assistance ont été proposés à celles qui souhaitent quitter leurs ravisseurs.

38. En novembre 2001, la Section des droits de l'homme de la MINUSIL a établi un rapport de fond destiné à l'équipe du Service de la formation et de l'évaluation du Département des opérations de maintien de la paix, qui a organisé une session de formation de deux semaines sur les questions concernant les femmes dans le cadre du maintien de la paix. Le programme a concerné plus de 1 000 membres de la Force de maintien de la paix et fonctionnaires civils de la MINUSIL de Freetown et des provinces. Des défenseurs des droits de l'homme et des membres d'organisations féminines locaux ont été invités à participer à la formation et à contribuer à l'adoption d'une approche locale des questions concernant les femmes. Cette activité s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour intégrer ces questions dans les opérations de la MINUSIL.

F. Personnes détenues dans le cadre de l'état d'exception

39. S'agissant de la question de la détention, la position du Gouvernement a considérablement évolué au cours de la période considérée; cette évolution s'est traduite par la libération des détenus «gardés en lieu sûr» en vertu de l'état d'exception depuis mai 2000 et par une attitude plus ouverte et plus coopérative à l'égard des activités de surveillance des prisons, de la Section des droits de l'homme de la MINUSIL. Ces progrès ont permis la mise en place d'un cadre approprié pour une évaluation indépendante des conditions de détention dans les prisons du pays.

40. En mai 2001, le porte-parole du RUF a déclaré lors d'une réunion tripartite (voir par. 7 ci-dessus) que 11 détenus, membres du RUF, étaient décédés à la prison centrale de Freetown. Ces décès ont fait l'objet d'une enquête de la Section des droits de l'homme, qui a permis d'établir que 15 détenus au moins étaient décédés, y compris un membre important du RUF mort ultérieurement, le 21 juillet 2001. D'après les détenus interrogés dans cette prison, bon nombre de ces décès pourraient être dus à un régime alimentaire inadéquat et à des soins médicaux insuffisants. De plus, certains détenus ont affirmé avoir été torturés le 18 mars 2001, à la suite

d'émeutes qui s'étaient déroulées à la prison centrale de Freetown le 14 mars. D'après eux, la torture est la cause directe du décès d'au moins deux membres du RUF. Le Gouvernement a catégoriquement démenti ces allégations et a déclaré que les décès de détenus étaient dus à des causes naturelles et non à la torture ou à des soins insuffisants.

41. Parmi les aspects positifs, il y a lieu de signaler que le nombre de personnes détenues en vertu du règlement d'exception promulgué en 1999 (Avis au public n° 3, 1999), qui ont été incarcérées sans avoir été inculpées ni avoir eu accès à une assistance et à des informations juridiques depuis mai 2000, est tombé de plus de 200 en juillet 2001 à 114 hommes et femmes au cours de la première semaine de novembre 2001. Depuis la première réunion du Comité conjoint sur le désarmement, la démobilisation et la réinsertion en mai 2001, les progrès accomplis dans le cadre du processus de paix ont amené le Gouvernement à libérer certains des détenus en guise de mesure de confiance. Depuis juillet 2001, 129 personnes au total, y compris des dirigeants du RUF, ont été libérées. Toutefois, le maintien en détention de 114 autres personnes demeure très préoccupant, compte tenu en particulier du fait qu'elles n'ont pas encore été inculpées et que seules certaines d'entre elles sont détenues en vertu du règlement d'exception.

42. À la suite de la levée, au cours du deuxième semestre de l'année, des restrictions qui pesaient sur l'accès aux prisons, les visites que les observateurs des droits de l'homme ont pu effectuer ont permis de procéder à une évaluation indépendante des conditions de détention. Ces visites d'évaluation ont été effectuées dans la prison centrale de Freetown et dans les prisons régionales de Bo, Kenema, Pujehun, Bonthe et Moyamba. Si les conditions générales de détention et le traitement des détenus ont été jugés humains à Pujehun et Bonthe, les prisons de Kenema, Bo et Moyamba se sont révélées être dans un état de délabrement particulièrement grave à la suite d'années de négligence. Aucune de ces trois prisons n'a pu être considérée comme répondant aux normes minimales reconnues sur le plan international. Des enfants et des personnes se trouvant en détention provisoire et en attente de jugement étaient incarcérés dans les mêmes installations que les détenus condamnés. On a constaté un problème grave de surpopulation, puisque l'on a trouvé jusqu'à 12 détenus dans des cellules destinées à ne recevoir que quatre personnes. De plus, il n'y avait pas de séparation nette entre les hommes, les femmes et les enfants, qui partageaient la même cour pendant la journée.

43. À l'heure actuelle, la population carcérale de la Sierra Leone se monte, dans les six centres de détention en fonctionnement, à 586 personnes, dont 372 sont détenues à la prison centrale de Freetown. Cette prison connaît un taux de concentration de détenus plus élevé que l'ensemble des autres prisons réunies, compte tenu du fait que la majorité des fonctionnaires du Ministère de la justice sont basés dans la capitale. Parmi les autres facteurs ayant une incidence sur la population carcérale, il convient de mentionner le manque de personnel du corps judiciaire. L'ensemble du pays ne compte que 20 juges, hommes et femmes. On constate aussi une pénurie grave de magistrats du parquet. Dix-huit avocats travaillent pour le Département de la justice et six d'entre eux sont affectés au Bureau du Procureur. Dans les provinces, il n'y a quasiment pas de juge, sauf dans les villes de Bo et de Kenema où des magistrats ont été affectés. Les autres régions bénéficient, au cas par cas, des services de magistrats et de fonctionnaires de justice itinérants. Cette pénurie contribue à prolonger la durée de la détention avant procès et au fait qu'il n'a pas été possible de poursuivre de nombreux délinquants présumés.

G. Liberté de la presse

44. À la mi-septembre 2001, sept journalistes sierra-léonais auraient reçu une lettre, postée à Freetown et signée par un groupe inconnu, les menaçant de mort avant les élections. Ces journalistes s'étaient fait connaître par leur opposition à l'extension du mandat du Gouvernement et pour avoir publiquement fait campagne en faveur de la Conférence consultative nationale. Des membres de la Section des droits de l'homme de la MINUSIL se sont entretenus avec certains de ces journalistes, qui ont indiqué qu'ils ne connaissaient pas la source de ces menaces de mort. Le Gouvernement a publiquement démenti toute implication.

III. ACTIVITÉS DE L'ONU DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

A. La MINUSIL et sa Section des droits de l'homme

45. La MINUSIL a été créée en application de la résolution 1270 (1999) du Conseil de sécurité, en date du 26 octobre 1999. Dotée d'une composante militaire et d'une composante civile, elle a mandat multidisciplinaire consistant à coopérer avec le Gouvernement sierra-léonais et les autres parties à l'Accord de Lomé à l'exécution de cet accord et à l'application du programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion des anciens combattants. Les effectifs militaires de la MINUSIL ont atteint le maximum autorisé, fixé à 17 500 soldats, en novembre 2001 et la Mission a déployé ses hommes dans tous les districts du pays. Toutes les résolutions du Conseil de sécurité sur la situation en Sierra Leone depuis la création de la MINUSIL, y compris la plus récente, à savoir la résolution 1370 (2001) en date du 18 septembre 2001, mettent l'accent sur l'importance que revêt l'adoption de mesures efficaces en ce qui concerne les questions d'impunité et de responsabilité et le respect des droits de l'homme dans le pays. Pour atteindre ces objectifs ambitieux, la MINUSIL dispose d'une Section des droits de l'homme, dont l'effectif autorisé s'élève à 20 personnes, y compris deux Volontaires des Nations Unies. La Section a demandé six postes supplémentaires, y compris deux Volontaires des Nations Unies, au titre de l'exercice 2002/2003. Le renforcement de l'effectif améliorera la capacité de la Section à assurer la mise en œuvre fructueuse des activités relatives aux droits de l'homme dans un environnement opérationnel très amélioré. À diverses reprises en 2001, la Section a dû se contenter de 75 à 80 % de son effectif autorisé à cause de retards observés dans le processus de recrutement et de difficultés à trouver, à déployer et à garder du personnel qualifié dans un lieu d'affectation difficile. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a tenu des consultations au plus haut niveau avec le Département des opérations de maintien de la paix afin de rationaliser le recrutement et de raccourcir le délai entre l'identification des personnels et leur affectation sur le terrain. Les changements proposés comprendront notamment l'adoption d'un système efficace pour réagir plus rapidement et d'une manière plus optimale aux situations impliquant une rotation importante des effectifs.

46. Le large éventail des activités que déploie la MINUSIL dans le domaine des droits de l'homme, y compris l'appui à la mise en place d'une infrastructure des droits de l'homme, est défini dans diverses résolutions du Conseil de sécurité et de la Commission des droits de l'homme. Certains aspects de ce mandat sont aussi régis par les dispositions relatives aux droits de l'homme de l'Accord de paix de Lomé et du Manifeste sierra-léonais des droits de l'homme, adopté au cours de la visite de la Haut-Commissaire en juin 1999 (voir E/CN.4/2000/31, par. 26). Le mandat de la Mission en matière de droits de l'homme porte sur la surveillance, la formation, le renforcement des capacités, la coopération technique et les activités de plaidoyer. La Section a

aussi assumé la responsabilité complémentaire d'assister le Haut-Commissariat aux droits de l'homme dans sa tâche consistant à appuyer la création de la Commission vérité et réconciliation pour la Sierra Leone. Dans le cadre de son soutien à la mise en œuvre effective du mandat de la Section, le Haut-Commissariat a appuyé cette dernière dans les domaines de la définition de postes de spécialistes au sein des institutions nationales, du renforcement de l'état de droit, de la formation et de la société civile, des droits de l'enfant, des questions concernant les femmes et de la vérité et de la réconciliation.

47. Les relations entre le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et la MINUSIL sont régies par le Mémorandum d'accord entre le Haut-Commissariat et le Département des opérations de maintien de la paix. Leurs modalités ont encore été approfondies par le Manifeste sierra-léonais des droits de l'homme adopté en juin 1999 durant la visite de la Haut-Commissaire. Le Mémorandum d'accord reconnaît que le respect des droits de l'homme est d'une importance fondamentale pour la promotion de la paix et de la sécurité, et qu'il est essentiel pour la réalisation de ces deux objectifs inscrits dans la Charte des Nations Unies que l'ONU adopte à cet effet une approche uniforme. Il attribue donc à la promotion et à la protection des droits de l'homme une place centrale dans les efforts de l'ONU pour prévenir les conflits, maintenir la paix et aider à la reconstruction à l'issue du conflit. La MINUSIL offre un cadre approprié pour l'application concrète du Mémorandum d'accord entre le Haut-Commissariat et le Département des opérations de maintien de la paix. Le Haut-Commissariat a pris note avec satisfaction des progrès accomplis en ce qui concerne l'intégration des questions relatives aux droits de l'homme et des activités de la Section des droits de l'homme dans le travail et les opérations de la MINUSIL. La Section des droits de l'homme participe aux activités principales de la Mission et elle a en outre accepté, avec l'accord du Représentant spécial du Secrétaire général, d'appuyer certaines activités du Haut-Commissariat en Sierra Leone.

48. Avec l'appui technique du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, la Section des droits de l'homme détermine quelles sont les questions relatives aux droits de l'homme qui sont importantes en Sierra Leone. En collaboration avec le Haut-Commissariat, elle met au point des projets et des programmes destinés à faire face à ces questions. Ces activités sont financées soit directement par le Haut-Commissariat soit par d'autres parties qui passent par le Haut-Commissariat. En collaboration avec d'autres institutions du système des Nations Unies, la Section a créé un comité sierra-léonais des droits de l'homme, qui se réunit toutes les deux semaines pour des consultations et des échanges d'idées et d'informations entre les différents protagonistes, tant locaux qu'internationaux. Ce comité des droits de l'homme joue en permanence un rôle important qui permet à la MINUSIL de renforcer ses liens avec la communauté des droits de l'homme. La réunion bimensuelle du comité rassemble plus de 25 représentants d'ONG nationales et internationales et d'institutions du système des Nations Unies et constitue une tribune pour l'échange d'informations et de connaissance sur les questions relatives aux droits de l'homme. Les réunions sont quelquefois consacrées à des questions particulières, telles que les conditions carcérales, les droits de l'enfant, la violence contre les femmes ou la Conférence mondiale contre le racisme. Depuis août 2001, cette initiative a été transposée sur une base mensuelle dans la région orientale de Kenema.

49. La Section a aussi développé des liens importants avec l'organisation qui chapeaute les ONG locales, à savoir le Forum national pour les droits de l'homme, par le biais de la mise en œuvre d'activités communes dans le domaine des droits de l'homme.

B. Activités sur le terrain

50. Depuis que la situation s'est améliorée sur le plan de la sécurité et que la MINUSIL s'est entièrement déployée dans tous les districts de la Sierra Leone, la Section des droits de l'homme s'emploie à développer sa présence sur le terrain et a entrepris de créer des antennes en province. D'ores et déjà, elle a ouvert deux bureaux régionaux et a élargi ses activités en organisant des séances d'information sur les droits de l'homme dans des zones auparavant inaccessibles. Le Bureau pour la région Est, basé à Kenema, a été ouvert le 2 mai 2001. Le Bureau pour la région Nord, basé dans la capitale provinciale de Makeni, a été ouvert le 25 septembre 2001. C'est à Makeni que le RUF avait auparavant son quartier général. Les bureaux régionaux mettent en œuvre toute une série d'activités en rapport avec les droits de l'homme qui relèvent du mandat de la MINUSIL: formation, suivi, établissement de rapports, sensibilisation de l'opinion publique aux droits de l'homme, au droit international humanitaire et à la Commission vérité et réconciliation.

51. Le Bureau pour la région Est, basé à Kenema, compte deux observateurs des droits de l'homme. Au cours de ses six premiers mois d'activité, le Bureau a organisé sept séances de formation aux questions relatives aux droits de l'homme et au droit international humanitaire à l'intention de plus de 200 officiers et hommes de troupe, dont des réservistes de la troisième brigade et du dixième bataillon de l'armée sierra-léonaise. Il a aussi organisé cinq cours de formation à l'intention de plus de 100 fonctionnaires de police. Le Bureau régional a aussi surveillé l'inscription des rapatriés par l'intermédiaire de Caritas-Kenema et leur réinstallation dans des camps destinés aux personnes déplacées dans le comté de Barri (district de Pujehun). Il a procédé à des visites d'évaluation périodiques dans les camps destinés aux personnes déplacées, y compris le camp de Blama, où près de 15 000 personnes originaires des districts de Kailahun et de Kono résident. Dans le cadre de ses activités d'éducation civique, l'équipe de Kenema a contribué à la production d'une émission de radio hebdomadaire consacrée aux questions relatives aux droits de l'homme et intitulée «L'heure de la MINUSIL».

52. Le Bureau pour la région Nord compte trois observateurs des droits de l'homme, qui sont chargés des districts de Bombali, de Tonkolili et Koinadugu. Le Bureau a réalisé des enquêtes sur l'arrestation et la détention illégales de délinquants présumés par le RUF à Makeni, ainsi que sur des allégations de détention illégale de personnes par des membres des FDC à Kabala. Il a aussi entrepris des activités de sensibilisation, essentiellement sur la Commission vérité et réconciliation. Au cours de la phase de désarmement du processus de paix, le Bureau a organisé des ateliers de sensibilisation pour plus d'un millier d'anciens combattants du RUF et des FDC dans les camps de démobilisation des districts de Bombali et de Tonkolili.

53. Il est prévu que la Section des droits de l'homme de la MINUSIL ouvre de nouveaux bureaux régionaux lorsqu'elle aura atteint sa capacité en personnel autorisé, y compris les nouveaux postes demandés pour l'exercice 2002/2003. Dans l'intervalle, les zones qui sont en dehors de la compétence des bureaux régionaux existant relèvent d'observateurs et de spécialistes des droits de l'homme basés à Freetown. Le siège de la Section à Freetown continue de procéder à des investigations dans les régions qui ne relèvent pas de la compétence des deux bureaux régionaux.

C. Formation

54. Grâce à l'amélioration des conditions opérationnelles en 2001, la promotion des droits de l'homme, l'éducation et la sensibilisation en matière de droits de l'homme et le renforcement des capacités dans ce domaine grâce à la formation se sont intensifiés en Sierra Leone. Les activités ont principalement été axées sur le soutien aux institutions sierra-léonaises dans les domaines de la promotion et de la protection des droits de l'homme, sur le renforcement des capacités au sein de la société civile grâce à la coopération avec les ONG locales et sur l'aptitude à apporter des réponses adaptées à l'évolution du processus de paix.

55. La Section a organisé une série de cours de formation aux droits de l'homme destinés à la police sierra-léonaise, à la police militaire sierra-léonaise, à l'armée sierra-léonaise et aux nouvelles recrues issues de la masse croissante d'anciens combattants choisies pour être incorporées dans la nouvelle armée sierra-léonaise, dont la formation est essentiellement assurée par les Britanniques. Plus de 15 cours consacrés à un large éventail de questions relatives aux droits de l'homme, et plus particulièrement à l'usage minimum de la force, aux procédures d'arrestation et de détention et à la police de proximité, ont été organisés à l'intention d'une centaine d'officiers supérieurs des forces de police.

56. La police militaire et l'armée ont aussi bénéficié d'un temps équivalent de formation axée sur la responsabilité politique au sein des forces armées, le renforcement de la formation aux questions de droit international humanitaire, les directives relatives au traitement des personnes déplacées dans leur propre pays et le droit des réfugiés. La majorité de ces cours de formation ont eu lieu de février à avril 2001 au centre de formation de Bengwema et au centre d'instruction du camp de Wilberforce. Les cours de formation avaient pour objet d'assurer la durabilité des programmes de formation aux droits de l'homme en ciblant un groupe principal de 150 formateurs qui, à leur tour, formeront d'autres personnes. Des activités plus récentes, exécutées en juillet et en août 2001, étaient destinées à des groupes d'anciens combattants du RUF et des FDC incorporés dans l'armée au titre du programme de réinsertion militaire dirigé par l'International Military Assistance and Training Team. La formation en cours destinée aux militaires sur le terrain s'était aussi poursuivie grâce aux efforts conjoints du Bureau des droits de l'homme pour la région orientale à Kenema et du siège de la Section à Freetown.

57. La Section travaille aussi avec plusieurs ONG locales sur diverses questions relatives aux droits de l'homme. La Campagne pour une administration saine, ONG qui bénéficie de subventions de l'Open Society Institute, a bénéficié de quatre cours de formation d'une journée sur les techniques d'investigation et d'établissement de rapports dans le domaine des droits de l'homme, destinés à ses observateurs sur le terrain. Le Fourah Bay College a organisé un séminaire sur les droits de l'homme en février 2001 et a coopéré avec la Section des droits de l'homme à diverses occasions, notamment en mars 2001 en collaboration avec la faculté de droit de l'Université de Yale et en juillet 2001 sur des questions relatives à la Commission vérité et réconciliation. D'autres ONG et institutions ont bénéficié de la coopération directe de la Section, particulièrement dans le domaine de la sensibilisation aux travaux de la Commission vérité et réconciliation. On compte parmi ces organisations le Forum national pour les droits de l'homme, Caritas-Makeni, le Conseil interconfessionnel, les Jeunes pour un Accord de Lomé durable, le Forum de la conscience et la Conférence mondiale des religions pour la paix.

58. En novembre 2001, la Section a organisé un séminaire de «formation des formateurs» de deux semaines destiné à cinq chefs religieux des communautés chrétienne et musulmane affiliées à la Conférence mondiale des religions pour la paix. Cette formation était destinée à permettre aux chefs religieux de sensibiliser leurs communautés aux questions relatives aux droits de l'homme.

D. Formation et processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion

59. De mai à novembre 2001, la Section des droits de l'homme a effectué plusieurs opérations dans les centres de désarmement, de démobilisation et de réinsertion. Elle est intervenue dans le cadre de l'accord conclu avec la Commission nationale pour le désarmement, la démobilisation et la réinsertion, qui l'associe au programme d'orientation avant le retour à la vie civile, conçu pour aider les ex-combattants à se réinsérer dans la société. Dans le cadre du programme, la Section a organisé des cours de formation axés sur les droits de l'homme et la Commission vérité et réconciliation à l'intention des ex-enfants soldats du RUF et des FDC.

E. Activités de renforcement des capacités et de plaidoyer

60. Sous la direction du Haut-Commissariat, la Section des droits de l'homme de la MINUSIL a sollicité le financement de trois projets dans le cadre de l'Appel annuel de 2002 du Haut-Commissariat et de la procédure d'appel global. Ces trois projets ont pour objectif à long terme de renforcer les capacités locales et régionales en vue de signaler les violations des droits de l'homme commises dans le pays, d'y remédier et d'empêcher qu'elles ne se produisent. Le premier, intitulé «Appui aux institutions nationales», vise à fournir une assistance technique et matérielle en vue de la création d'une commission nationale des droits de l'homme indépendante en Sierra Leone et du renforcement du bureau du Médiateur.

61. Le deuxième projet vise à appuyer le Centre pour l'assistance juridique, fondé en mars 2001 par un groupe de juristes sierra-léonais en vue de faciliter l'accès de la population à des services juridiques, qui est jugé indispensable à l'instauration et au maintien de l'état de droit dans le pays. Au service de l'intérêt commun, le Centre fournit des services juridiques gratuits aux personnes démunies et compte engager une action en justice à propos de plusieurs affaires types, dont il attend un certain retentissement. Un comité composé de juristes et ayant à sa tête un directeur exécutif coordonne les activités du Centre. Le Centre a déjà obtenu la libération de 75 adultes placés en détention préventive prolongée. S'agissant de la justice pour mineurs, il a plaidé devant les tribunaux avec l'aide de plusieurs ONG de protection de l'enfance et obtenu la libération de 22 enfants.

62. Le troisième projet consiste à appuyer la création d'un centre de documentation, d'information et de formation pour les questions relatives aux droits de l'homme à Freetown, à l'intention de la communauté de défense des droits de l'homme, de la magistrature, des fonctionnaires et des agents de la force publique.

F. Publications

63. La Section des droits de l'homme de la MINUSIL a diffusé, par l'intermédiaire des organismes publics et des ONG, des publications de l'Organisation des Nations Unies sur les droits de l'homme élaborées par le Haut-Commissariat. Elle a également lancé la publication, au

niveau local, de documents en krio, langue véhiculaire au Sierra Leone, et en anglais, en fonction des besoins. À ce jour, elle a distribué des brochures sur la Commission vérité et réconciliation dans tout le pays et a également diffusé son message à travers des émissions de radio hebdomadaires consacrées à la Commission, sur Radio-MINUSIL. En outre, elle a élaboré et mis en circulation une brochure présentée sous forme de questions et réponses qui visait à répondre aux interrogations les plus fréquentes à propos de la Commission. En décembre 2001, elle a publié un ouvrage important sur la Commission, qui contient un choix d'articles permettant de mieux comprendre son travail.

64. Dans la perspective des élections à venir, et dans le cadre de sa contribution au renforcement des capacités de la police sierra-léonaise, la Section des droits de l'homme, en collaboration avec d'autres sections de la MINUSIL, a élaboré une série de documents faciles à lire. Un manuel de 20 pages et une brochure consacrés aux droits de l'homme et aux élections ont ainsi été publiés avant l'établissement des listes électorales.

G. Conférence mondiale contre le racisme

65. La Section des droits de l'homme de la MINUSIL a regroupé et diffusé les idées forces de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, qui s'est tenue à Durban du 31 août au 7 septembre 2001, afin que les membres de la MINUSIL et leur entourage immédiat à Freetown soient au courant de cette importante manifestation.

H. Création de la Commission vérité et réconciliation

66. Conformément à la résolution 2001/20 [par. 11 a)] de la Commission, le Haut-Commissariat a continué à assister le Gouvernement sierra-léonais dans la création de la Commission vérité et réconciliation. Depuis la cinquante-septième session de la Commission, il a entrepris la mise en œuvre de son projet révisé dont l'objectif est de faciliter la phase préparatoire de la mise en place de la Commission. La révision a porté le coût total du projet de 850 000 dollars des États-Unis à environ 890 000 dollars des États-Unis. Elle a pris en compte les nouvelles responsabilités de la Commission à l'égard des enfants et la création du Tribunal spécial autorisée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1315 (2000) du 14 août 2000. Les principaux volets du projet révisé sont les suivants:

- i) Campagne d'éducation et de sensibilisation du public;
- ii) Cartographie du conflit, c'est-à-dire compilation de l'information relative aux principaux événements relevant de la compétence *ratione temporis* de la Commission;
- iii) Analyse des méthodes traditionnelles de résolution des conflits et de réconciliation;
- iv) Sélection des membres de la Commission;
- v) Première évaluation des besoins matériels de la Commission;
- vi) Création d'un espace de dialogue en vue de clarifier les relations entre la Commission et le Tribunal spécial;

- vii) Fourniture d'une assistance technique pour la création de mécanismes qui permettent à la Commission de s'acquitter de ses nouvelles responsabilités à l'égard des délinquants mineurs;
- viii) Fourniture d'un appui à la Commission durant la phase préparatoire de trois mois fixée par la loi;
- ix) Collaboration avec la Commission en vue de déterminer les crédits qui lui seront nécessaires et d'établir un descriptif complet du projet pour appuyer ses travaux une fois qu'elle sera entrée en fonctions.

67. La mise en œuvre du projet est bien avancée et le Haut-Commissariat a dû accélérer ses activités pour s'adapter aux améliorations apportées à l'environnement opérationnel. Conformément au programme d'activités détaillé approuvé par la Haut-Commissaire et le Représentant spécial du Secrétaire général, plusieurs coordonnateurs ont été désignés à Genève et à Freetown pour assurer une exécution efficace du projet.

68. Au titre du projet, le Haut-Commissariat a conclu avec l'International Human Rights Law Group un accord de financement relatif à la conception et à la facilitation d'une vaste campagne d'information sur la Commission vérité et réconciliation. L'International Human Rights Law Group travaille avec le Forum national pour les droits de l'homme, son Groupe de travail chargé de la Commission et les médias locaux, en collaboration et en coordination avec la MINUSIL. Il s'est également associé avec une ONG locale, Campagne pour une administration saine, en vue de recueillir et compiler l'information concernant les principaux événements relevant de la compétence *ratione temporis* de la Commission. Une autre ONG nationale, Manifesto 99, a été chargée d'analyser les méthodes traditionnelles de réconciliation en vue de dégager les éléments qui pourraient être intégrés au processus d'établissement de la vérité et de réconciliation. Manifesto 99 a déjà présenté son projet de rapport final. Le processus de sélection des membres internationaux de la Commission a repris en janvier 2001, après avoir été interrompu à la suite des événements de mai 2000, et celui des membres nationaux, entamé en février 2001, est achevé. La Haut-Commissaire et le Représentant spécial du Secrétaire général ont désigné les trois membres internationaux et les quatre membres nationaux de la Commission, dont les noms seront communiqués au Président Kabbah pour approbation.

69. Plusieurs séminaires organisés en 2001 ont permis de progresser de manière concrète dans l'établissement de la Commission vérité et réconciliation de la Sierra Leone. Il s'agissait notamment d'une réunion d'experts sur les relations entre la Commission et le Tribunal spécial (voir le paragraphe 70 ci-après), d'un séminaire sur les aspects opérationnels et la gestion de la Commission et d'une réunion technique d'experts sur la Commission et les enfants organisée par l'UNICEF (voir le paragraphe 31 ci-dessus). Ces réunions faisaient suite aux recommandations de l'Atelier national sur la Commission, organisé par le Haut-Commissariat en collaboration avec la MINUSIL et le Forum national pour les droits de l'homme en novembre 2000, à Freetown.

70. La réunion d'experts sur les relations entre la Commission vérité et réconciliation et le Tribunal spécial, organisée par le Haut-Commissariat et le Bureau des affaires juridiques, s'est tenue à New York les 20 et 21 décembre 2001. Les participants ont discuté de l'importance d'instaurer entre les deux institutions une relation amicale tenant compte de leurs rôles respectifs

et ont examiné la question difficile de savoir s'il était possible et souhaitable qu'elles échangent des informations. Ils ont analysé les avantages et inconvénients de diverses modalités de coopération entre la Commission et le Tribunal spécial et ont adopté plusieurs principes de base en vue de les aider à définir leurs relations de travail. Les principes retenus sont notamment les suivants:

- i) La Commission vérité et réconciliation et le Tribunal spécial ont été créés à des moments différents, en vertu de cadres juridiques différents, et se sont vu confier des mandats différents. Leurs rôles n'en sont pas moins complémentaires pour ce qui est d'établir les responsabilités, de faire œuvre de dissuasion, de permettre tant aux victimes qu'aux coupables de s'exprimer, d'appuyer le processus de réconciliation nationale et de rendre justice au peuple sierra-léonais.
- ii) Bien que le Tribunal spécial ait la primauté sur les juridictions nationales de la Sierra Leone, la Commission vérité et réconciliation se situe en dehors de cette sphère. En tout état de cause, la question de la primauté ne doit pas interférer dans les relations entre les deux organes. Dans leur mode de fonctionnement, ceux-ci devraient avoir comme objectif ultime de «travailler en complémentarité et en synergie, dans le plein respect de leurs attributions distinctes quoique liées», conformément à la demande du Conseil de sécurité et du Secrétaire général (S/2001/40, par. 9; voir également le document S/2000/1234).
- iii) Les modalités de la coopération entre la Commission vérité et réconciliation et le Tribunal spécial devraient être officialisées dans un accord conclu entre les deux organes et, s'il y a lieu, dans leurs règlements intérieurs respectifs. Il conviendra de respecter pleinement leur indépendance et leurs mandats.

71. Le Groupe d'experts a également adopté un communiqué qui a servi de base à d'autres discussions à Freetown, le 15 janvier 2002, entre le Haut-Commissariat, le Bureau des affaires juridiques, la MINUSIL et d'autres parties intéressées.

72. Le séminaire sur les aspects opérationnels et la gestion s'est déroulé du 29 mai au 1^{er} juin 2001 et a réuni des représentants du Gouvernement, de la communauté diplomatique locale, et d'organisations de la société civile, et des cadres de la MINUSIL. Y ont aussi pris part quelque 40 représentants d'ONG directement associées au processus de mise en place de la Commission et au programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion. Les participants ont réfléchi aux méthodes que la Commission pourrait utiliser pour établir la vérité et mettre fin à l'impunité. Ils ont débattu de son organigramme et de son budget et examiné la question de ses relations avec le Tribunal spécial indépendant. Le séminaire a offert un cadre approprié pour discuter de manière concrète des aspects pratiques de la mise en place de la Commission, et les recommandations des participants serviront de ligne directrice lors des prochaines étapes de ce processus. Ces recommandations tendent notamment à créer au sein de la Commission un secrétariat provisoire qui serait chargé de préparer la mise en place de la Commission. L'importante publicité dont le séminaire a fait l'objet a contribué à mieux sensibiliser le peuple sierra-léonais au processus d'établissement de la vérité et de réconciliation.

73. Comme suite aux recommandations issues du séminaire sur les aspects opérationnels et la gestion, le Haut-Commissariat a élaboré un projet doté d'un budget de 750 000 dollars

des États-Unis visant à constituer une équipe de démarrage pour le secrétariat provisoire de la Commission. Les effectifs du secrétariat comprendront des fonctionnaires internationaux et du personnel national. Le 1^{er} novembre 2001, la Haut-Commissaire a adressé au Président Kabbah une lettre dans laquelle elle lui demandait de recommander un secrétaire exécutif par intérim pour la Commission. Le Président Kabbah a fait sa recommandation dans une lettre datée du 28 novembre 2001 et le Haut-Commissariat a entrepris de mettre en place le secrétariat provisoire. Celui-ci sera chargé des préparatifs nécessaires pour l'entrée en fonctions de la Commission, notamment sur le plan logistique: acquisition des locaux et du matériel, mise en place du système de gestion financière, élaboration d'une base de données, réalisation d'études préliminaires, préparation de séances d'orientation à l'intention des membres. Il commencera ses travaux le 1^{er} mars 2002, et la Commission pourra alors se consacrer à l'examen des questions de fond liées à son fonctionnement durant la phase préparatoire de trois mois qui suivra immédiatement son inauguration.

74. Étant donné que les conditions de sécurité se sont progressivement améliorées, il devient encore plus urgent d'obtenir les fonds nécessaires pour la Commission vérité et réconciliation. Celle-ci devrait être opérationnelle durant le premier semestre de 2002. Du 13 au 17 janvier 2002, le Haut-Commissariat a dépêché à Freetown une mission pluridisciplinaire chargée notamment de préparer le terrain pour l'entrée en fonctions de la Commission. À la mi-mai 2002, sur la base des conclusions de la mission, le Président Kabbah devrait inaugurer la Commission. La phase préparatoire fixée par la loi débutera le 1^{er} juin 2002 et la Commission devrait être pleinement opérationnelle à compter du 1^{er} septembre 2002. Le secrétariat provisoire fera en sorte que les conditions nécessaires pour que la Commission puisse entrer en fonctions soient remplies au 1^{er} juin 2002.

75. Pendant l'année 2001, les activités de sensibilisation du public aux travaux de la Commission vérité et réconciliation se sont intensifiées et les Sierra-Léonais qui connaissent les objectifs de la Commission y sont hautement favorables. Dans le cadre d'un accord de financement conclu avec le Haut-Commissariat, l'International Human Rights Law Group contribue à dynamiser la campagne de sensibilisation et à en définir les orientations stratégiques, en particulier en facilitant les relations avec la société civile. En août 2001, il a organisé un atelier de planification de quatre jours visant à mettre au point des messages de base clairs à propos de la Commission vérité et réconciliation. Il a ensuite entrepris une campagne nationale de sensibilisation du public très complète, en collaboration avec la MINUSIL, le Forum national pour les droits de l'homme et son groupe de travail sur la Commission vérité et réconciliation, la Commission nationale pour la démocratie et les droits de l'homme et d'autres membres intéressés de la société civile.

76. Au titre du projet d'appui à la création de la Commission vérité et réconciliation du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, la Commission nationale pour la démocratie et les droits de l'homme et le Forum national pour les droits de l'homme bénéficieront chacun d'un crédit supplémentaire de 10 000 dollars des États-Unis pour sensibiliser le public à propos de la Commission. Les moyens mis en œuvre comprendront la traduction de deux brochures d'information en quatre langues et l'organisation de nouveaux ateliers de sensibilisation et de débats radiodiffusés avec des étudiants, des éducateurs et des chefs traditionnels. Le Groupe de travail sur la Commission du Forum national pour les droits de l'homme publie déjà un bulletin mensuel intitulé «Truth Bulletin», qui en est à son huitième numéro.

77. La Section des droits de l'homme de la MINUSIL organise aussi, dans bien des cas en partenariat avec des ONG locales, des cours et des ateliers auxquels plus de 5 000 Sierra-Léonais ont participé. Elle s'est également employée à sensibiliser et informer les secteurs de la société qui connaissent le moins la Commission vérité et réconciliation. Elle a tenu 25 ateliers avec 4 000 ex-combattants. Avec l'accord des dirigeants du RUF, elle a organisé en juillet et août 2001 un atelier d'information sur la Commission à l'intention des membres du RUF et d'environ 80 habitants de Makeni, localité contrôlée par le RUF. L'atelier de sensibilisation le plus récent s'est déroulé à Kabala, dans le district de Koinadugu, le 25 octobre 2001, et a rassemblé 100 participants, y compris des ex-combattants des FDC et du RUF. La Section a également élaboré et distribué 100 000 exemplaires d'une brochure informative illustrée et 10 000 exemplaires d'un dépliant contenant 20 questions et réponses à propos de la Commission. Elle produit également des programmes radiophoniques hebdomadaires. En août 2001, elle a créé un site Web consacré à la Commission.

I. Le Tribunal spécial

78. Le 16 janvier 2002, le Gouvernement sierra-léonais et l'Organisation des Nations Unies ont signé un accord sur la création d'un Tribunal spécial pour la Sierra Leone et le Statut qui y était annexé (document S/2000/915, annexe). Le Secrétaire général a déjà approuvé les préparatifs de l'entrée en fonctions du Tribunal spécial, à commencer par l'envoi d'une mission de planification à Freetown du 7 au 18 janvier 2002. Il était pour cela revenu sur l'idée initiale que le Tribunal ne commencerait ses travaux qu'une fois que les ressources nécessaires pour financer sa mise en place et son fonctionnement pendant 12 mois seraient disponibles et les annonces de contributions propres à couvrir les dépenses prévues pour les 24 mois suivants reçues. Il a estimé que la volonté politique et la détermination exprimées par les États Membres permettaient de passer outre le déficit de 1,4 million de dollars des États-Unis pour la première année et de 7,4 millions² pour les années suivantes.

IV. CONCLUSIONS

79. Le processus de paix en Sierra Leone a beaucoup progressé après avoir frôlé l'échec à la mi-2000, lorsque le RUF avait pris en otage des membres du personnel de l'Organisation des Nations Unies et menaçait de revenir à la guerre totale. L'accord de cessez-le-feu signé à Abuja (Nigéria) le 10 novembre 2000, ayant été respecté, le climat est devenu plus favorable à la reprise du processus. En mai 2001, le programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion a été relancé et sa mise en œuvre progressive a imprimé un nouvel élan à l'amélioration des conditions de sécurité dans le pays. L'objectif de désarmement est à présent atteint et le 18 janvier 2002, le Gouvernement a déclaré la fin du conflit armé. La MINUSIL dispose désormais de tous ses effectifs militaires autorisés (17 500 personnes) et s'est déployée dans tous les districts. Le couvre-feu qui avait été imposé après la déclaration de l'état d'urgence a été levé. Le pays se prépare pour les élections, qui auront lieu le 14 mai 2002. Cette évolution positive permet d'assurer dans de meilleures conditions la protection et la promotion des droits

² Au 5 décembre 2001, le secrétariat avait reçu des contributions d'un montant de 14,8 millions de dollars des États-Unis pour la première année de fonctionnement et des annonces de contributions d'un montant de 7,4 millions de dollars des États-Unis pour les deux années suivantes. Voir le document S/2001/1195 du 13 décembre 2001.

de l'homme. La Section des droits de l'homme de la MINUSIL en a tiré parti et a ouvert deux bureaux régionaux afin d'être plus proche du peuple sierra-léonais, longtemps éprouvé. Elle compte en ouvrir davantage en 2002.

80. Les attaques contre les civils et les accrochages entre les diverses factions militaires ont continué de manière sporadique. Bien qu'ils ne soient pas systématiques, ils constituent des violations graves des droits de l'homme et du droit humanitaire. Ces violations isolées du cessez-le-feu sont toutefois exceptionnelles car, dans l'ensemble, les conditions de sécurité se sont améliorées. Tandis que les agressions sauvages et les graves violations des droits de l'homme contre des civils diminuent, la question de celles qui ont été commises par le passé émerge progressivement, à mesure que les rebelles du RUF abandonnent les régions qu'ils contrôlaient et que des indices concrets des crimes y ayant été perpétrés apparaissent. La découverte de charniers dans certaines régions du pays jusque-là contrôlées par les rebelles atteste les difficultés que la communauté internationale doit affronter dans sa lutte contre l'impunité et pour la justice en Sierra Leone. Avec l'appui des États membres, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme continuera à appuyer ces processus en prêtant son concours à la Commission vérité et réconciliation, instrument essentiel pour le relèvement du pays. Il continuera de collaborer avec le Bureau des affaires juridiques à la mise en place des conditions opérationnelles nécessaires pour permettre à la Commission et au Tribunal de fonctionner, comme l'a dit le Secrétaire général, «en complémentarité et en synergie, dans le plein respect de leurs attributions distinctes quoique liées»³.

³ Lettre du 12 janvier 2001 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2001/40). Voir également la lettre du 22 décembre 2000 adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité (S/2000/1234).